

#enjeux

Jean-Paul Marthoz Journaliste et essayiste

## Migrations : la presse interdite de séjour

La controverse déclenchée par l'arrestation administrative, mercredi, d'une équipe de la RTBF qui filmaït aux abords du centre fermé pour demandeurs d'asile, à Steenokkerzeel, sera sans doute traitée par le gouvernement comme un « court mauvais moment » à passer. Après quelques jours, l'affaire fera partie de l'histoire des « recadrages » officiels et sera promptement oubliée.

Et pourtant, cet incident n'est pas mineur si on le replace dans le contexte plus large de la gestion médiatique des politiques migratoires. Comme le dénonçait au début de la semaine un rapport de Reporters sans frontières, la presse qui couvre ces dossiers est de plus en plus mise sous pression, partout dans le monde. « Des obstacles sont délibérément mis en place par les Etats pour entraver la couverture médiatique de la plus grave crise humanitaire du début du XXI<sup>e</sup> siècle », écrit l'ONG.

### « Le poids des mots, le choc des photos »

L'enjeu politique du sujet est tel que les gouvernements tentent de maîtriser à tout prix « le poids des mots et le choc des photos ». En septembre 2015, la photo du petit Alan Kurdi, cet enfant de 3 ans échoué sans vie sur une plage turque, avait fortement ébranlé l'opinion et créé un moment de flottement parmi des responsables politiques guidés par une politique de fermeture et de fermeté. Les vidéos de naufrage en mer Méditerranée ont eu un effet similaire, du moins dans un premier temps, jusqu'à ce que l'on ne sache plus très bien, au vu des résultats électoraux italiens, si elles suscitent un sentiment d'humanité et de solidarité ou si elles créent aussi, dans d'autres milieux, le rejet et la « fatigue de la compassion ».

Aux Etats-Unis, la photo, déjà iconique, de la petite fille latino-américaine en pleurs entre des policiers armés a sans doute joué un rôle crucial dans la prise de conscience de l'inhumanité d'une politique de séparation parentale appliquée sans état d'âme.

Elle a ému jusqu'à la Première dame, forcé des pasteurs évangéliques ultra-conservateurs et partisans de Donald Trump à exprimer leur désaccord et finalement amené le Président à réviser en partie cette politique contestée.

Dublin, article 3, accueil, invasion, welcome, identité : les mots, à leur tour, virevoltent sur des réseaux sociaux qui s'emballent et ils conditionnent la marge de manœuvre des forces politiques et sociales qui tentent de peser sur ce dossier. La confrontation entre Angela Merkel et son ministre de l'Intérieur donne une idée de cette bataille sémantique qui détermine la perception humanitaire ou sécuritaire de la question migratoire.

### « Zones d'exclusion médiatiques »

De l'Allemagne à l'Italie, les migrations déterminent les résultats des élections et le sort des gouvernements. Dès lors, qu'ils exploitent le sujet sans vergogne ou tentent au contraire de l'apaiser, ceux-ci veulent tout cadénasser. Ils cherchent surtout à empêcher des acteurs extérieurs, la presse en particulier, de troubler une politique de communication officielle, univoque et bétonnée. Alors, aux Etats-Unis et en Europe, on interdit aux journalistes l'accès aux centres d'accueil ou de « rétention ». On crée, comme aux Pays-Bas en 2016,

des « zones d'exclusion médiatiques » autour des salles où des édiles présentent à la population leurs politiques à l'égard des réfugiés. On écarte la presse quand elle couvre des opérations d'évacuation. On la place en garde à vue quand elle suit des migrants qui tentent de franchir les Alpes du côté de Ventimille. On la poursuit même en diffamation, comme ce journaliste italien « coupable » d'avoir révélé les conditions déplorables dans un centre d'accueil de la région de Catane.

En fait, tout au long du périple migratoire, la presse est malmenée. « Tout est bon pour intimider les journalistes qui tentent de dénoncer les mauvais traitements, voire les tortures et les

exactions dont sont victimes des réfugiés dans les centres d'accueil, les camps ou sur les routes de l'exil », note RSF.

Des frontières mexicaines aux immensités du Sahel, les journalistes qui tentent d'enquêter sur les filières sont directement menacés par des groupes criminels qui trafiquent aussi dans la drogue et les armes. Les pays de transit sont pratiquement tous des zones interdites. Quelques images audacieusement volées nous révèlent parfois une partie du drame, comme ce marché aux esclaves filmé par CNN en Libye en novembre dernier. Quelques journalistes infiltrés, déguisés en migrants, rapportent des histoires hallucinantes de violence et d'exploitation qu'ils racontent dans des livres glaçants.

### Un énorme trou noir

Mais, en dépit de ces reportages, on ne sait pratiquement rien de cet énorme trou noir des odyssees migratoires. Les autorités locales contribuent au silence, en faisant des migrations un sujet de « sécurité nationale » qui intimide une presse très surveillée. La

même opacité sévit dans les « centres d'accueil ». « A Agadez au Niger, les portes du centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) restent fermées », écrit RSF. Le centre de rétention que l'Australie a externalisé sur l'île de Nauru, un Etat confetti de Micronésie, est pratiquement hors d'atteinte.

Ainsi, sur un sujet essentiel, des gouvernements qui prétendent défendre la liberté d'informer choisissent d'interdire et de censurer. « Les journalistes sont les yeux et les oreilles de la population. Ils défendent le droit à l'information du public », déclaraient, jeudi matin sur La Première, Sophie Lejoly, secrétaire générale adjointe de l'Association des journalistes professionnels, et Mehmet Koksal, chargé de mission à la Fédération européenne des journalistes. Qu'il ait fallu le rappeler, dans un pays pourtant très bien classé au palmarès international de la liberté de la presse, devrait nous alerter. ■